

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 20 MARS 2023**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
12	0	4
OBJET DE LA DECISION		
N° 23/129		
ADOPTION DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA METROPOLE TPM ET LE POLE EMPLOI PACA EN FAVEUR DE LA MOBILITE - ANNEE 2023 - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, M. Ange MUSSO, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Hubert FALCO, M. Hervé STASSINOS, M. Francis ROUX, M. Arnaud LATIL, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre COLIN, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Geneviève LEVY.

ABSENTS :

M. Jean-Louis MASSON, M. Gilles VINCENT, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Christian SIMON.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 23/129

BUREAU DU 20 MARS 2023

**O B J E T : ADOPTION DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA METROPOLE TPM ET LE POLE EMPLOI
PACA EN FAVEUR DE LA MOBILITE - ANNEE 2023 -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code des Transports,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la délibération n°16/12/192 relative au Plan de Déplacements Urbains 2015-2025 approuvé le 16 décembre 2016,

VU le projet de convention ci-annexé,

CONSIDERANT que par délibération n°16/12/192 du Conseil Communautaire du 16 décembre 2016, la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée devenue Métropole au 1^{er} Janvier 2018 a approuvé son Plan de Déplacements Urbains (PDU) 2015-2025,

CONSIDERANT qu'il appartient à la Métropole Toulon Provence Méditerranée, dans le cadre de ses compétences transports et mobilité, développement économique et politique de la ville, de créer les conditions favorables au développement de l'emploi,

CONSIDERANT que l'absence ou le manque de mobilité constitue un frein à l'accès ou le maintien à l'emploi,

CONSIDERANT que dans ce cadre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et le Pôle Emploi PACA marquent leur volonté de collaborer en mettant en commun leurs compétences et leurs moyens pour conduire les demandeurs d'emploi vers une mobilité autonome et durable,

CONSIDERANT que les modalités de cette intervention sont définies par la convention ci-annexée,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention de partenariat entre la Métropole TPM et le Pôle Emploi PACA pour l'année 2023.

ARTICLE 3

DE DIRE que cette décision est sans incidence financière.

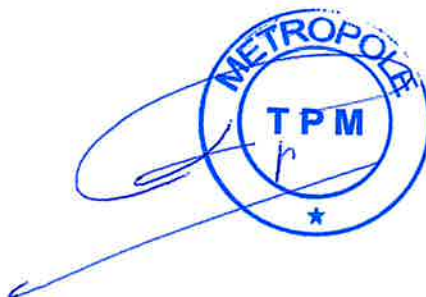
Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 20 mars 2023

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre

POUR	12
CONTRE	0
ABSTENTION	0





METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE
POLE EMPLOI - DIRECTION TERRITORIALE DU VAR

Les signataires

Entre

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège à Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée à la présente convention par son président, Monsieur Hubert FALCO agissant en vertu de la décision n° ...du Bureau métropolitain du

Ci-après désignée « Métropole TPM »

Et

Pôle emploi, Institution nationale publique dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière, dont le siège est à Paris 20ème, 1-5 Avenue du Docteur Gley, représentée à la présente convention par Monsieur Marc ZAMPOLINI en sa qualité de Directeur Territorial du Var, sis 40 traverse des Minimes – Bât A2 – BP 10421, 83055 Toulon Cedex

Ci-après désignée « Pôle emploi »

Préambule

Vu le code du travail et notamment ses articles L. 5311-1, L. 5312-1 à L. 5312-14, R.5212-1 et suivants, R.5213-1 à R.5213-8 et R. 5312-1 à R. 5312-30,

VU la loi n° 2008-126 du 13 février 2008 relative à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi,

Vu la loi du 05 septembre 2018 n°2018-771 pour la liberté de choisir son avenir professionnel.

Vu les délibérations du conseil d'administration de Pôle emploi du 19 décembre 2008 relatifs à la création de Pôle emploi,

Vu la convention ETAT/ POLE EMPLOI / UNEDIC 2019-2022, reconduite, relative à la coordination des actions du service public de l'emploi, signée le 30 janvier 2020,

La présente convention est établie pour l'ensemble du territoire de compétence de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

ARTICLE 1

Les partenaires

Pôle emploi Var, c'est :

- Une Direction Territoriale rattachée à la Direction régionale Pôle emploi Provence-Alpes-Côte d'Azur,
- 13 agences de proximité sur le département,
- Près de 730 collaborateurs en charge du placement et de l'indemnisation, et notamment 85 conseillers dédiés à l'offre de service aux entreprises,
- Un opérateur fortement déconcentré pour favoriser l'adaptation territoriale des politiques de l'emploi et résolument orienté au service de ses publics : demandeurs d'emploi et employeurs,
- 102 000 demandeurs d'emploi accompagnés en 2022,
- 682 millions d'euros d'allocations versées en 2022,
- 78 000 offres d'emploi confiées par les entreprises en 2022

Les missions de Pôle emploi :

- Favoriser l'accès ou le retour à l'emploi,
- Accompagner les personnes à la recherche d'un emploi, d'une formation et de conseils professionnels,
- Inscrire et indemniser les demandeurs d'emploi, pour le compte du régime d'assurance chômage et pour le compte de l'Etat,
- Assurer le contrôle de la recherche d'emploi,
- Répondre aux besoins de recrutement des entreprises,
- Identifier les besoins et promouvoir les profils correspondants,
- Informer les recruteurs sur le marché du travail,
- Concourir à la sélection des candidats,
- Conseiller les recruteurs sur la définition des postes et sur le ciblage des profils ainsi que sur l'adaptation des candidats aux spécificités du poste,
- Proposer des méthodes de recrutement innovantes pour les postes difficiles à pourvoir, informer et mettre en œuvre la formation, les aides à l'embauche et les mesures pour l'emploi.

La Métropole TPM, c'est :

- Une Métropole créée par le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017,
- 12 communes réparties sur 36 654 hectares,
- Plus de 437 000 habitants, soit la 14ème métropole en France en termes de population,
- 200 km de littoral avec les Iles d'Hyères,
- Un projet métropolitain qui répond aux enjeux du territoire, pour s'engager vers un mode de développement plus durable et relever les grands défis climatiques, économiques, environnementaux et sociaux de demain,

Les missions de la Métropole TPM et, entre autres, de la Direction Générale Adjointe Aménagements, Ports, Mobilités et Energies :

- Offrir les conditions du développement aux entreprises, encourager et soutenir l'innovation,
- Investir dans le domaine de la culture et contribuer à la réhabilitation et la mise en valeur de ses équipements,
- Assurer la gestion, l'entretien et l'aménagement des équipements sportifs,
- Soutenir et aider les établissements d'enseignement supérieur et aux programmes de recherche,
- Organiser la collecte des déchets, lutter contre la pollution de l'air et les nuisances sonores,
- Mener une politique de cohésion urbaine et de solidarité envers les quartiers défavorisés et leurs habitants.
- Contribuer à la transition énergétique, soutenir les actions de maîtrise d'énergie et adopter un Plan Climat Air – Energie Territorial
- Piloter l'élaboration d'un Schéma de Cohérence Territorial et d'un Plan Local d'Urbanisme,
- Mettre en œuvre un Programme Local de l'Habitat et des actions en faveur du logement social,
- Mener des actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager,

- Participer à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain,
- Créer, aménager et entretenir des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires,
- Organiser la mobilité sur le territoire et élaborer un Plan de Déplacements Urbains,
- Créer, aménager et entretenir la voirie, la signalisation et les abris voyageurs,
- Assurer la gestion des parcs et aires de stationnement.

ARTICLE 2

Objet de la convention

La présente convention marque la volonté de Pôle emploi Var et de la Métropole Toulon Provence Méditerranée de collaborer et mettre en commun leurs compétences et moyens afin de renforcer, dans le cadre de l'optimisation du maillage territorial, des actions partagées en faveur d'une mobilité inclusive et durable au bénéfice des demandeurs d'emploi du territoire de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Au regard du frein que l'absence ou le manque de mobilité peut constituer pour les demandeurs d'emploi dans leur démarche d'insertion professionnelle, ce partenariat vise à les informer, conseiller et accompagner pour faciliter leur accès ou leur maintien à l'emploi.

Compte tenu de l'intérêt socioéconomique d'une telle collaboration, il est convenu de formaliser ces échanges sous forme d'une convention de partenariat.

Les objectifs que se fixent les signataires :

- S'informer et contribuer au diagnostic mobilité du territoire de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,
- Valoriser l'offre de transport existante sur le territoire de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,
- Renforcer la mise en œuvre d'actions coordonnées entre la Maison de la Mobilité de la Métropole Toulon Provence Méditerranée et Pôle emploi,
- Communiquer sur les actions partagées pour favoriser l'accès à l'emploi et le maintien dans l'emploi.

ARTICLE 3

Les bénéficiaires

Les bénéficiaires directs sont les demandeurs d'emploi et les salariés rencontrant des difficultés liées à la mobilité géographique dans leurs démarches.

Indirectement, les entreprises bénéficieront de ce dispositif dans leur démarche de recrutement, les demandeurs d'emploi voyant leur possibilité de mobilité géographique étendue.

ARTICLE 4

Les engagements et modalités de mise en œuvre

1. S'informer et contribuer au diagnostic mobilité

Les deux partenaires s'engagent à s'informer régulièrement de leur offre de services sur le champ de la mobilité géographique :

- Possibilité d'organiser des rencontres entre équipes,
- Transmission de plaquettes d'information, notamment lorsque l'offre de services évolue

Pôle emploi s'engage à contribuer au diagnostic Mobilité du territoire de la Métropole Toulon Provence Méditerranée et à sa mise à jour, en mettant à disposition des données et son expertise telles que définies à l'annexe 1.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à présenter le diagnostic Mobilité de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, à associer Pôle emploi aux démarches et travaux ayant trait à la Mobilité (évaluation du PDU, etc.) ainsi que défini à l'annexe 1.

2. Valoriser l'offre de transport existante

Les deux partenaires s'engagent à soutenir la mobilité des demandeurs d'emploi en valorisant l'offre de transport existante et en faisant connaître les aides financières à la mobilité dont ils disposent, selon les modalités définies aux annexes 2 et 2 bis.

Toutes les modalités de mobilité sont concernées :

- Transport en commun avec le réseau Mistral,
- Train et intermodalités avec le Réseau Mistral,
- Aires de covoiturage,
- Aménagements cyclables

3. Renforcer la mise en œuvre d'actions coordonnées

Chaque partenaire s'engage à fournir les supports (flyers, plaquettes, etc.) permettant de communiquer à destination des demandeurs d'emploi.

Pôle emploi s'engage à mettre à disposition des demandeurs d'emploi des flyers d'information sur les services proposés par la Maison de la Mobilité de la Métropole de Toulon Provence Méditerranée ainsi que les dépliants présentant l'ensemble de l'offre de mobilité disponible sur le territoire de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

La Maison de la Mobilité de la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à intervenir directement auprès de demandeurs d'emploi, sous forme d'ateliers collectifs co-construits selon les modalités définies à l'annexe 3.

Par ailleurs, Pôle emploi informera la Maison de la Mobilité de la Métropole Toulon Provence Méditerranée de l'organisation d'événements (forums, places de l'emploi, etc.) avec un délai minimal de 8 jours, afin que cette dernière puisse y participer et présenter l'offre de service Transport aux demandeurs d'emploi présents sur l'événement, ainsi que défini à l'annexe 4.

4. Communiquer sur les actions partagées

Afin de renforcer la connaissance des offres de services des deux partenaires en matière de mobilité, et valoriser les actions communes, Pôle emploi et la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engagent à :

- Développer ensemble une stratégie de communication de leurs actions communes et ainsi les valoriser,
- Communiquer auprès des réseaux d'information respectifs (réseau sociaux, presse locale, presse spécialisée, newsletter, fichier adhérents, ...) sur les actions menées conjointement en vue de valoriser leurs engagements réciproques.

ARTICLE 5

Déontologie

Les partenaires s'engagent à respecter les valeurs et principes d'action liés au service public, et notamment :

- égalité de traitement des usagers et respect des règles relatives aux discriminations interdites,
- confidentialité et protection de la vie privée : l'utilisation des données personnelles traitées dans les fichiers de Pôle emploi sont uniquement accessibles à ses agents (*conformément, notamment, aux dispositions de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés*) sauf autorisation de la CNIL. Cette disposition est complétée par l'article 6 relatif à la RGPD.
- gratuité du service public de l'emploi,
- continuité des services assurés au public.

Les partenaires s'engagent à ne communiquer à des tiers, aucune information nominative concernant les demandeurs d'emploi et les entreprises provenant de l'autre partenaire.

ARTICLE 6

Protection des données personnelles

Les parties peuvent traiter des données personnelles concernant les agents et autres préposés de l'autre partie, pour les seuls besoins de l'exécution et du suivi de la convention et, le cas échéant, des contentieux liés à sa passation ou son exécution, ce sous leur responsabilité et dans le respect du règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit « règlement général sur la protection des données » (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Chaque partie informe les personnes concernées de la transmission des données à l'autre partie et des moyens dont elles disposent pour exercer leurs droits, tels que prévus aux articles 15 à 23 du règlement général sur la protection des données (RGPD), notamment leur droit d'accès, de rectification, et dans certains cas, d'effacement ou d'opposition.

Pour les traitements mis en œuvre par Pôle emploi, ces droits s'exercent auprès du délégué à la protection des données de Pôle emploi, par courriel à courriers-cnil@pole-emploi.fr ou par courrier à l'adresse suivante : Pôle emploi, délégué à la protection des données, 1-5 avenue du Docteur Gley, 75987 Paris Cedex 20.

Pour les traitements mis en œuvre par le partenaire, ces droits s'exercent auprès du Délégué à la protection des données de la métropole TPM, par courriel donnees_personnelles@metropoletpm.fr ou par courrier à l'adresse suivante : Métropole TPM, délégué à la protection des données, 107 boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 Toulon Cedex 9.

Pour les 2 parties, il est également possible d'introduire une réclamation auprès de la CNIL - 3, place Fontenoy – TSA 80715
- 75334 Paris cedex www.cnil.fr

Sauf obligation légale ou réglementaire particulière, chaque partie s'engage à détruire les données personnelles et leurs copies dès qu'elles ne sont plus nécessaires à l'exécution et au suivi de la convention et à la gestion des éventuels contentieux. En l'absence de contentieux, cette destruction intervient au plus tard dans un délai de deux mois à compter de l'échéance de la convention.

ARTICLE 7

Suivi et évaluation de la convention

Tout au long de la mise en œuvre de la présente convention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée et Pôle emploi s'engagent à partager les informations nécessaires à la bonne mise en œuvre des actions définies dans ce cadre.

Cette connaissance commune doit permettre de fixer au mieux les objectifs opérationnels partagés et les modalités de mise en œuvre de ces actions, et de permettre les ajustements qui pourraient s'avérer nécessaires.

Les parties s'entendent pour organiser un comité de suivi des actions mises en œuvre chaque semestre afin de préparer le bilan annuel formalisé conjointement et permettant d'évaluer les actions menées.

Afin d'évaluer les actions, la Métropole Toulon Provence Méditerranée et Pôle emploi conviennent de définir ensemble des indicateurs permettant de mesurer les résultats de la présente convention et de leurs actions communes.

Ces indicateurs seront produits en annexe 5 et devront comporter a minima :

- Le nombre de demandeurs d'emploi ayant participé aux ateliers collectifs co construits et co animés par la Maison de la Mobilité de la Métropole Toulon Provence Méditerranée et le Pôle emploi,
- Le nombre de ticket de bus à l'unité et de carnets de 10 voyages réduits, distribués aux demandeurs d'emploi

ARTICLE 8

Litiges

En cas de litiges entre les parties, une solution amiable devra être recherchée. A défaut, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

Durée de la convention

La présente convention est signée pour une période de 3 ans et prend effet à compter de sa signature par les parties, après passage en bureau métropolitain.

Elle ne pourra être modifiée et / ou renouvelée que par voie d'avenant à l'issue de l'évaluation prévue à l'article 7.

Résiliation

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit, par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de trois mois, suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, expliquant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

Fait à Toulon en 2 exemplaires, le2023

(PARTENAIRE)

Pôle emploi Var

(Titre Partenaire)

Le Directeur Territorial

(Signataire Partenaire)

Marc ZAMPOLINI

ANNEXE 1

CONTRIBUTIONS RESPECTIVES AU DIAGNOSTIC MOBILITE

Afin d'élaborer un diagnostic socio-économique partagé, chaque partenaire s'engage à mettre à disposition des données statistiques et son expertise.

Pôle emploi :

- Communiquer la plaquette « Chiffres Clés » du territoire de la Métropole de Toulon Provence Méditerranée à rythme trimestriel,
- Présenter l'outil « Data Emploi » qui agrège des indicateurs Pôle emploi, Insee, Dares, Acoess à l'échelle intercommunale afin de disposer d'un portrait de territoire
- Délivrer une étude annuelle sur les demandeurs d'emploi du territoire en fonction de leurs moyens de locomotion

Métropole Toulon Provence Méditerranée :

- Fournir des données établies avec ses autres partenaires et relatifs à l'Emploi et la Mobilité (études AUDAT par exemple)
- Mettre à disposition les bilans des aides à la mobilité délivrées par la Métropole (aides au permis de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, aides au permis Fond d'Aide aux Jeunes, aides à l'achat locomotion électrique, ...)
- Associer Pôle emploi aux travaux que la Métropole engage et mobilisant un volet socioéconomique : évaluation du Plan de Déplacement Urbain, enquête Mobilité certifiée CEREMA, ...

ANNEXE 2

MODALITES DE VALORISATION DE L'OFFRE EXISTANTE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée et Pôle emploi s'engagent à soutenir la mobilité des demandeurs d'emploi et à leur mettre à disposition des aides à la mobilité.

Pôle emploi :

- Informer les demandeurs d'emploi de l'offre de transport en commun existante :
 - Réseau Mistral,
 - intermodalité entre le Réseau Mistral et les trains (7 gares Pôle d'Échanges Multimodaux)
 - tarification combinée entre le Réseau Mistral et Zou
 - les aires de covoiturage (3 en 2022)
- Informer de l'offre de service des Maisons de la Mobilité de la Métropole de Toulon Provence Méditerranée

La Métropole Toulon Provence Méditerranée :

- Assurer l'accès à l'information concernant la Mobilité aux agences Pôle emploi du territoire :
 - présenter le portail « Réseau Mistral »,
 - remettre des supports de communication : plans, fiches, guides, ...
 - assurer l'actualisation des informations sur les modalités de déplacements intermodaux, les aires de covoiturage, etc.
- Communiquer sur la tarification « Demandeur d'emploi » lors de l'utilisation du Réseau Mistral

ANNEXE 2 BIS

MOBILISATION TICKETS RESEAU MISTRAL

La Métropole Toulon Provence Méditerranée et Pôle emploi conviennent de mobiliser :

- des tickets de bus pour un domicile-travail « nouvelle embauche » quand le trajet le permet, à titre gratuit pour le demandeur d'emploi embauché, pour les 30 premiers jours du contrat de travail
- des tickets de bus à l'unité pour les entretiens d'embauche
- Mobiliser la tarification réduite « demandeur d'emploi » dans les autres cas

Pôle emploi s'engage à comptabiliser le nombre de tickets remis à titre gratuit en distinguant « entretien d'embauche » et « nouvelle embauche » : transmission à rythme trimestriel.

La Métropole TPM s'engage à remettre à Pôle emploi le nombre de tickets Réseau Mistral correspondant à l'utilisation gratuite (volume annuel prévisionnel de 900 tickets, ce volume est révisable).

ANNEXE 3

MISE EN PLACE D'ATELIERS D'INFORMATION MOBILITE

La Maison de la Mobilité de la Métropole Toulon Provence Méditerranée est amenée à se déplacer ponctuellement chez ses partenaires pour informer et sensibiliser le public vers une mobilité propre et plus sûre.

A ce titre, la Maison de la Mobilité de la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à co-animer 6 ateliers collectifs de 3h par an à destination d'un groupe de 10 demandeurs d'emploi.

Pôle emploi s'engage à co-animer ces ateliers avec la Maison de la Mobilité.

Ces ateliers ont pour objectif :

- d'évaluer la mobilité géographique de chaque participant,
- d'informer sur les aides à la mobilité existantes,
- d'informer sur aides à la réparation automobile et maintien de véhicule en état de marche,
- d'informer sur les mobilités alternatives sur le territoire

ANNEXE 4

PARTICIPATION AUX EVENEMENTS POLE EMPLOI

Pôle emploi s'engage à informer la Maison de la Mobilité des événements qu'il organise lorsque la thématique Mobilité géographique en fait partie, notamment lorsque les événements concernent des personnes éloignées de l'emploi (Place de l'Emploi par exemple).

La Maison de la Mobilité de la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à participer annuellement à 5 manifestations Pôle emploi dédiées au public « personnes en recherche d'emploi » et menées sur le territoire de la Métropole Toulon Provence Méditerranée (Forum Emploi, Place de l'Emploi...), durant lesquels elle mettra à disposition un agent et des supports de communication multimodaux, à titre gracieux.

L'agence Pôle emploi, en charge de l'organisation de la manifestation, devra informer le référent de la Maison de la Mobilité des modalités de participation à la manifestation au moins 8 jours avant la date de l'événement.

En complément, le Réseau Mistral s'engage également à participer à des événements pour présenter son offre de service et informer le public sur les conditions d'accessibilité et d'utilisation du réseau urbain.

ANNEXE 5

INDICATEURS D'EVALUATION

Afin d'évaluer l'impact de la présente convention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée et Pôle emploi conviennent de fournir les indicateurs suivants :

- Le nombre d'ateliers collectifs mis en œuvre,
- Le nombre de demandeurs d'emploi ayant participé aux ateliers collectifs au sein des agences Pôle emploi,
- Le nombre de participation de la Maison de la Mobilité de la Métropole de Toulon Provence Méditerranée aux événements organisés par Pôle emploi,
- Le nombre de ticket de bus à l'unité et de carnets de 10 voyages réduits, distribués aux demandeurs d'emploi.